

DÉMOCRATIE ?

africaine

MAROC

L'abstention est aussi un message

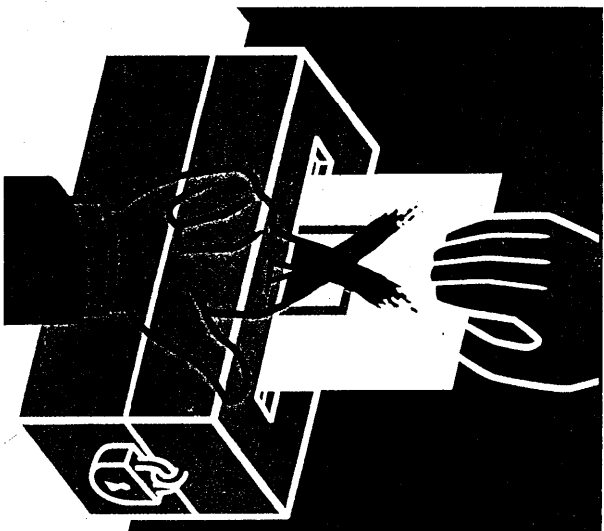
Le faible taux de participation qui a marqué les législatives du 7 septembre serait un indicateur du désintérêt des citoyens pour les pratiques démocratiques. Faux, affirme l'universitaire marocain Yahya El-Yahyaoui.

AL-QUDS AL-ARABI (extraits)

London

On n'arrive toujours pas à saisir les enjeux du dernier scrutin. Sa préparation tout comme ses résultats n'auraient engendré que du vide ! Pendant la campagne, les différents partis présentaient les mêmes programmes, les profets n'étaient pas chiffrés et les promesses relevaient de la surenchère. Et, depuis, on a toujours du mal à évaluer cette opération électorale. On peut néanmoins en faire un premier bilan qui se résume en trois observations de fond.

Premièrement, le taux de participation (37 %, contre 52 % en 2002) a reculé et le vote blanc ou nul a progressé par rapport aux échéances précédentes. Beaucoup de bulletins comportaient des insultes et des termes exprimant la protestation et une profonde colère. Tout le monde s'est lamenté de la faiblesse de la participation, en l'interprétant comme le signe d'un dégoût pour la politique ou d'une dangereuse indifférence. Or les Marocains s'étaient massivement inscrits sur les listes électorales et s'étaient déplacés pour renouveler leurs cartes d'électeur. Certains observateurs et instituts de sondages en avaient conclu que le taux de participation atteindrait au moins 70 %. Il ne s'agit donc ni de dégoût pour la politique, ni d'indifférence, mais d'un boycott. Les Mar-



▲ Dessin de
Christoph Niemann
paru dans
Mother Jones,
San Francisco.

ocains ont sanctionné des élections pour un Parlement qui n'a pas de véritable pouvoir ni pour légiférer, ni pour influencer la composition du gouvernement, ni pour le contrôler, ni pour lui demander des comptes et encore moins pour le destituer. Il s'agit clairement d'un message politique.

Deuxièmement, on voit se dessiner une crise de confiance à l'encontre des partis politiques. Le citoyen sent bien qu'il y a un hiatus

entre ces partis et sa réalité quotidienne. Il prend conscience que, pour l'élite politique, un siège parlementaire ne sert qu'à obtenir des avantages financiers et à entretenir des réseaux d'influence. Ce qui a été sanctionné, c'est un gouvernement et une politique nationale qui ne se préoccupent pas de la vie des gens.

UN RAS-LE-BOL VIS-À-VIS D'INSTITUTIONS EN FAILLITE

Troisièmement, dès l'annonce des résultats, tous les partis sont rentrés dans le rang et se sont prêtés au jeu des consultations avec le Palais, dans l'attente de la décision du roi concernant le choix du Premier ministre.

Lors de cette phase, le rouage le plus important est le consensus général autour de la primauté du roi, qui a toute latitude pour désigner le chef du gouvernement en dehors de la majorité issue des urnes. Certes, tout le monde sait que le choix se fait en fonction des équilibres et arrangements politiques. Mais, parmi les compétiteurs, aucun n'a réellement une vision d'ensemble et ne connaît vraiment les motivations qui vont guider le choix du roi. Certes, celui-ci a promis de respecter la démocratie et de désigner un Premier ministre issu de la majorité parlementaire, et il a tenu sa promesse [le 19 septembre, Abbas El-Fassi a été nommé à ce poste]. Mais la Constitution lui accorde les pleins pouvoirs pour cette nomination.

Encore une fois : quel est le principal enseignement de la séquence politique ouverte par ces élections ?

C'est que les Marocains n'ont pas la moindre confiance dans leurs partis. En boycottant ces élections, ils ont voulu faire tomber les masques, mettre à nu ces partis. Ils ont fait preuve d'une conscience politique aigüe, née d'un ras-le-bol vis-à-vis d'institutions au bord du naufrage et qui ont besoin d'être réformées d'urgence. On aurait totalement tort de penser que les Marocains se désintéressent de la politique de leur pays. **Yahya El-Yahyaoui**

PERSPECTIVES Un vote pour rien ?

Le Premier ministre désigné, Abbas El Fassi, chef du parti conservateur Al-Isdial, arrivé en tête des législatives du 7 septembre, a commencé ses consultations pour former un nouveau gouvernement. Il s'oriente vers la reconduction de la coalition sortante. Le Parti de la justice et du développement (PJD, islamiste) arrivé en seconde position, mais qui ne faisait pas partie du cabinet sortant, ne s'est pas encore prononcé sur une éventuelle participation.

KENYA

Ici, les électeurs demandent des pots-de-vin